

**Conseil Municipal du 7 avril 2016**

**Finances**

**Point A Présentation du budget primitif 2016**

**Intervention de Romain Zavallone, au nom du groupe EELV**

Monsieur le Maire,

Mes cher-e-s collègues,

Mesdames, Messieurs,

Merci Mehdy pour cette présentation précise et pédagogique d’un budget qui se veut aussi durable qu’ambitieux, pour reprendre tes mots.

Le défi était de taille ! Nous n’en saluons que d’avantage l’ampleur du travail effectué.

Autre motif de satisfaction : le relèvement de la fiscalité directe de 2,5% au lieu des 3% initialement annoncés lors du Débat d’Orientations Budgétaires en février dernier. En effet, dans le cadre du dernier Conseil Municipal, nous avions fait part du risque de faire porter l’essentiel des efforts par la classe moyenne.

Comme nous l’avions indiqué à cette occasion, un certain nombre de nos concitoyen-ne-s, à l’occasion de réunions publiques, nous avaient fait remonter un sentiment de « ras-le-bol » concernant les impôts, avec l’impression de payer toujours plus sans ne jamais rien recevoir.

Si ce ressenti ne s’appuie pas sur des éléments objectifs, il convient néanmoins de le prendre en compte. Nous devrons donc continuer à rester vigilants quant au bon équilibre à adopter en matière fiscale.

En revanche, il est certain que la disparition programmée des dotations de l'Etat entrave la capacité des collectivités à porter des politiques de transition environnementale sur nos territoires.

Nous assistons alors à une situation ubuesque où les collectivités locales - pourtant érigées en acteurs centraux dans la lutte contre le dérèglement climatique par la loi de transition énergétique – sont privées de financement dédié à ces politiques et que les dotations budgétaires sont, dans le même temps, lourdement amputées.

Un comble, et ce au lendemain de la COP 21 !

De même, si notre niveau d’investissement reste encore relativement haut – entre 32 et 34 millions d’euros – et qu’il couvre un large spectre de l’action publique, la baisse des dotations de l’Etat – 12 millions d’euros – représente un manque-à-gagner conséquent. Ce sont autant de ressources en moins affectées à la lutte contre la précarité énergétique dont sont victimes les Ivryennes et Ivryens les plus fragiles. Ce manque de financement est également préjudiciable concernant notre gestion des espaces publics et les réaménagements que nous appelons de nos vœux. 900 000 euros par an sont consacrés à cette question : c’est bien insuffisant. Il nous en faudrait au moins le double si nous voulons mette en œuvre la ville « apaisée » avec le développement des pistes cyclables, un meilleur partage de l’espace public, la généralisation des zones 30. De la même manière, ces 12 millions nous aurait permis de réaliser le projet d’aménagement du terrain Hartmann Robespierre qui aurait pu constituer un espace de respiration entre les zones denses du Plateau Montmousseau et du Centre-Ville.

Le développement de la Nature en Ville participe à l’amélioration sensible du cadre de vie des Ivryens et des Ivyrennes à laquelle nous sommes très attachés. A ce titre, nous veillerons à ce que le futur Parc de la Confluence devienne un véritable poumon vert sur notre territoire. Il nous faudra donc être ambitieux et à l’écoute des demandes des habitants.

Cet appauvrissement délibéré des financements aux collectivités locales, voulu par le gouvernement Valls, affaiblit également la possibilité d'utiliser les marchés publics comme levier majeur de notre action en faveur de l’environnement. Pourtant, nous restons plus que jamais attachés à l’intégration des clauses environnementales dans l’ensemble des marchés publics. En effet, les collectivités constituent toujours le premier investisseur avec près de 70% de l’investissement public[[1]](#footnote-1).

Les communes continuent de réaliser les investissements les plus importants, malgré les transferts de compétences à l’échelon intercommunal, devenus des relais de l’investissement municipal. À ce titre, elles restent le premier moteur de la transition écologique des territoires, pour peu qu’une réelle volonté politique soit mise en œuvre en la matière.

Nous ne le répèterons jamais assez, la transition écologique constitue à la fois une nécessité mais aussi et surtout une opportunité pour notre territoire.

Ainsi, dans le sillage de la COP 21, nos émissions de carbone doivent être très fortement réduites pour tenir l’objectif global de maintenir la hausse des températures « bien en deçà » des + 2C° comme le précise l’accord de Paris.

Concrètement, nous devons repenser notre politique énergétique locale en éliminant progressivement et durablement, notre consommation d’énergie fossile (pétrole, gaz et charbon).

Une étape significative a été franchie avec le puits de géothermie qui alimentera le réseau de chaleur d’Ivry Confluences, ainsi que celui du centre-ville et du plateau, à partir de 2017.

Cependant, il nous semble évident que notre désinvestissement dans les énergies fossiles ne saurait se résumer à ce seul projet !

Ivry doit prendre toute sa place dans l’action contre le dérèglement climatique et l’adaptation à son changement. La signature du Pacte pour la transition par M. le Maire hier, avec l’adoption de 13 des 15 propositions, est une première étape très encourageante que nous tenons une nouvelle fois à saluer. Cependant, cet engagement doit être complété par une réflexion poussée sur notre utilisation des énergies fossiles tant dans notre action quotidienne qu’à travers nos achats et nos investissements.

Permettez-moi donc de réitérer la proposition que nous avions faite en novembre dernier sur la participation de notre ville au mouvement de désinvestissement carbone avec plusieurs axes d’actions concrètes :

- Influer sur nos partenaires financiers (banques, assurances, opérateurs financiers etc.) et les structures économiques de notre territoire afin de les encourager à la sortie du financement des énergies fossiles.

- Engager une action directe auprès des institutions de retraite auxquelles cotise notre collectivité pour les agents de la ville et les élu-es afin de les pousser à désinvestir des énergies fossiles.

- élaborer notre propre stratégie de désinvestissement des énergies fossiles avec par exemple le renouvellement progressif de notre parc automobile et la priorité donnée aux énergies renouvelables, etc.

La loi de transition énergétique nous donne aujourd’hui les moyens d’obtenir ces informations.

Comme l’a souligné Mehdy, nous pouvons, nous devons, garder notre destin en main en matière budgétaire. Cela vaut bien évidemment pour la transition de notre territoire.

Si nous saluons la méthode de co-construction du budget 2016, l’exigence de transparence démocratique nous commande là encore d’aller plus loin ! Dans cette perspective, nous devons hâter la mise en place d’un budget participatif, point 18 de notre programme « Ivry au Cœur ».

Plus inquiétant, nous ne sommes pas parvenus à aller au bout de l’objectif des 5 millions d’euros d’économie en termes de fonctionnement, comme annoncé lors du DOB.

Dès lors, à ce sujet, il s’agit d’un échec relatif. Ne nous leurrons pas, nous n’avons pas été en capacité de réduire nos dépenses de fonctionnement, de rationaliser suffisamment notre fonctionnement. Ces efforts que nous n’avons pas su fournir devront, en partie, être supportés par les Ivryens et les Ivryennes ce que nous regrettons.

C’est une forme d’injustice puisque que couplée à la hausse d’un certain nombre de tarifs municipaux, à la hausse des impôts locaux – certes moindre qu’annoncée lors du DOB - inflige « une double peine » à une grande partie de nos concitoyens.

La baisse des dotations ne peut à elle seule tout excuser.

Dans cette perspective, comme nous l’avions déjà affirmé l’année dernière, nous devons mutualiser, regrouper certaines activités et ne pas nous interdire de réinterroger le périmètre de l’action publique, notamment dans le cadre d’un audit externe que nous demandons, afin de nous aider à identifier plus précisément les gisements d’économies possibles.

En outre, nous devons plus activement rechercher d’autres sources de financement, au niveau européen par exemple.

Des fonds existent. À nous d’être en capacité de faire un travail prospectif pour pouvoir solliciter ces derniers et les exploiter de manière optimale. Ce qui n’est pas suffisamment le cas. Nous espérons que des efforts seront conduits dans la perspective du budget 2017.

En répondant à des appels à projets, par exemple, ou en s’engageant vers la transition énergétique ou une gestion plus efficiente des ressources (TZDZG, TEPOS), notre ville reçoit des aides et subventions. Si celles-ci ne sont généralement pas « fléchées » et intègrent le budget général, nous regrettons qu’une part importante de ces sommes ne se retrouve mobilisée pour soutenir la transition écologique de notre ville. L’argument de la baisse des dotations de l’Etat, dont personne ne doute de la sincérité, ne doit pas être une réponse justifiant le manque de volontarisme à répondre à l’urgence environnementale. Notre ville, comme d’autres avant elle, doit se déclarer « en transition ». C’est notre conviction la plus grande et le projet que nous souhaitons porter pour le bien commun et le vivre ensemble des ivryennes et des ivryens.

Pour conclure, permettez-moi de tracer quelques autres perspectives concernant la construction du budget 2017.

Nous réaffirmons notre attachement au projet « Autolib ». Nous devons être en capacité financière d’accueillir ce dispositif sur notre territoire dans les années à venir. Au-delà de la demande populaire, comme en témoigne une récente pétition lancée par un Ivryen qui a recueilli près de 430 signatures depuis son lancement, ce dispositif permettra d’encourager le développement des mobilités alternatives, de réduire la pollution et l’engorgement des voies de circulation et de mieux partager l’espace public.

D’autre part, nous attachons une grande importance au nécessaire renforcement du secteur médiation. Nous regrettons fortement que le secteur de la médiation sociale ait été le parent pauvre de ce budget 2016 et ce malgré des engagements fermes pris en la matière. Le service de médiation sociale est fortement sollicité par les habitants et par les différents partenaires extérieurs de la Ville. La médiation est une des actions à notre disposition pour recréer du lien social entre les habitants, diffuser la culture de la non-violence et de la paix. Nous serons donc attentifs à ce que les moyens de ce service puissent être renforcés.

Sur le processus en lui-même, si nous apprécions les progrès méthodologiques en matière de co-construction, il reste néanmoins une certaine marge de progression, notamment en matière de comptabilité analytique.

Une certaine dispersion des coûts de fonctionnement rend souvent difficile l’étude des dépenses dans le détail. L’utilisation du garage municipal en est un bon exemple. Il est compliqué de disposer d’une photographie suffisamment précise concernant l’usage des véhicules par direction et par service.

Veillons donc à ce que ces éléments soient pris en compte lors de l’élaboration du budget 2017.

Ces observations faites, nous saluons une nouvelle fois la qualité du travail réalisé par l’ensemble de de l’Administration ainsi que des Elu-e-s et nous votons en faveur de ce budget.

Je vous remercie.

1. <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/finances-publiques/collectivites-territoriales/depenses/quel-est-role-collectivites-territoriales-matiere-investissement-public.html> [↑](#footnote-ref-1)